

COMMUNIQUE DE PRESSE

08/05/2026

Les principes ne remplissent pas le frigo ! Préavis de grève dans les Entreprises de Travail Adapté bruxelloises

Les négociations sectorielles pour les Entreprises de Travail Adapté bruxelloises (CP 327.02) sont dans l'impasse. Les employeurs sont d'accord sur le principe d'introduire un chèque-repas sectoriel minimum et d'augmenter les chèques repas existants mais à condition de ne pas le payer de leur poche. C'est pourtant la seule marge de pouvoir d'achat que le cadre fédéral autorise pour les travailleurs en situation de handicap. Les principes ne suffisent pas. Les travailleurs ne peuvent pas se permettre d'attendre d'hypothétiques subventions extérieures, c'est maintenant qu'ils doivent remplir leur frigo. Le front commun CG/FGTB et CSCBIE n'a eu d'autres choix que déposer un préavis de grève.

Pourtant les situations difficiles s'accumulent sur le terrain, comme le démontrent les témoignages suivants : « Mon enveloppe mensuelle pour payer les factures est passée de 250 à 380 euros. » ; « Je ne prends que des produits blancs, les moins chers, et même comme ça, mon frigo reste vide. ». Deux voix parmi des centaines. Celles de travailleurs handicapés qui, malgré un emploi, peinent à finir le mois. Déjà payés au salaire minimum, ils subissent l'inflation de plein fouet.

Les syndicats ont donc demandé l'instauration d'un chèque repas sectoriel minimum et une augmentation des chèques repas existants. Une mesure modeste, concrète, finançable. Pourtant, les employeurs ne veulent pas mettre la main à la poche sans intervention du pouvoir subsidiant. Alors que les organisations syndicales ont proposé de poursuivre le dialogue sur les autres thématiques en suspens, les employeurs refusent désormais toute discussion et claquent la porte des négociations tant que les syndicats ne s'alignent pas sur leur position.

« Nous sommes disposés à assumer nos responsabilités et à rechercher des compromis. Mais nous ne pouvons accepter que la question du pouvoir d'achat soit reléguée au second plan. Ce serait ignorer la réalité des travailleurs, notamment en situation de handicap, pour qui la pénibilité est une épreuve quotidienne. Leur engagement mérite une reconnaissance et une rémunération à la hauteur de leur courage », déclare Luca Baldan, secrétaire fédéral CSCBIE. *« Le pouvoir d'achat est une question d'urgence sociale. Face à l'augmentation du coût de la vie, c'est maintenant que les travailleurs en situation de handicap en ont besoin. Le handicap ne pourra jamais justifier des conditions de travail ne permettant pas de vivre dignement. »* ajoute Benjamin Wery, secrétaire fédéral CG FGTB.

Les syndicats appellent les employeurs à revenir à la concertation. Ils interpellent aussi la COCOF et le PHARE : les millions d'euros de subsides publics que reçoivent les ETA doivent garantir des conditions de vie digne, pas financer des structures qui ferment la porte au dialogue quand il s'agit de nourrir leurs propres travailleurs.

Le préavis de grève n'est pas une provocation, c'est un signal d'alarme. Les travailleurs ne demandent pas un privilège : ils demandent un frigo qui ne soit plus vide.

Pour plus d'informations :

- Nel Van Slijpe, Secrétaire régional CSCBIE, Nel.vanslijpe@acv-csc.be, 0470 21 31 64
- Abdelhamid Slimani, Secrétaire régional CG/FGTB, abdel.slimani@accg.be, 0483 36 49 06